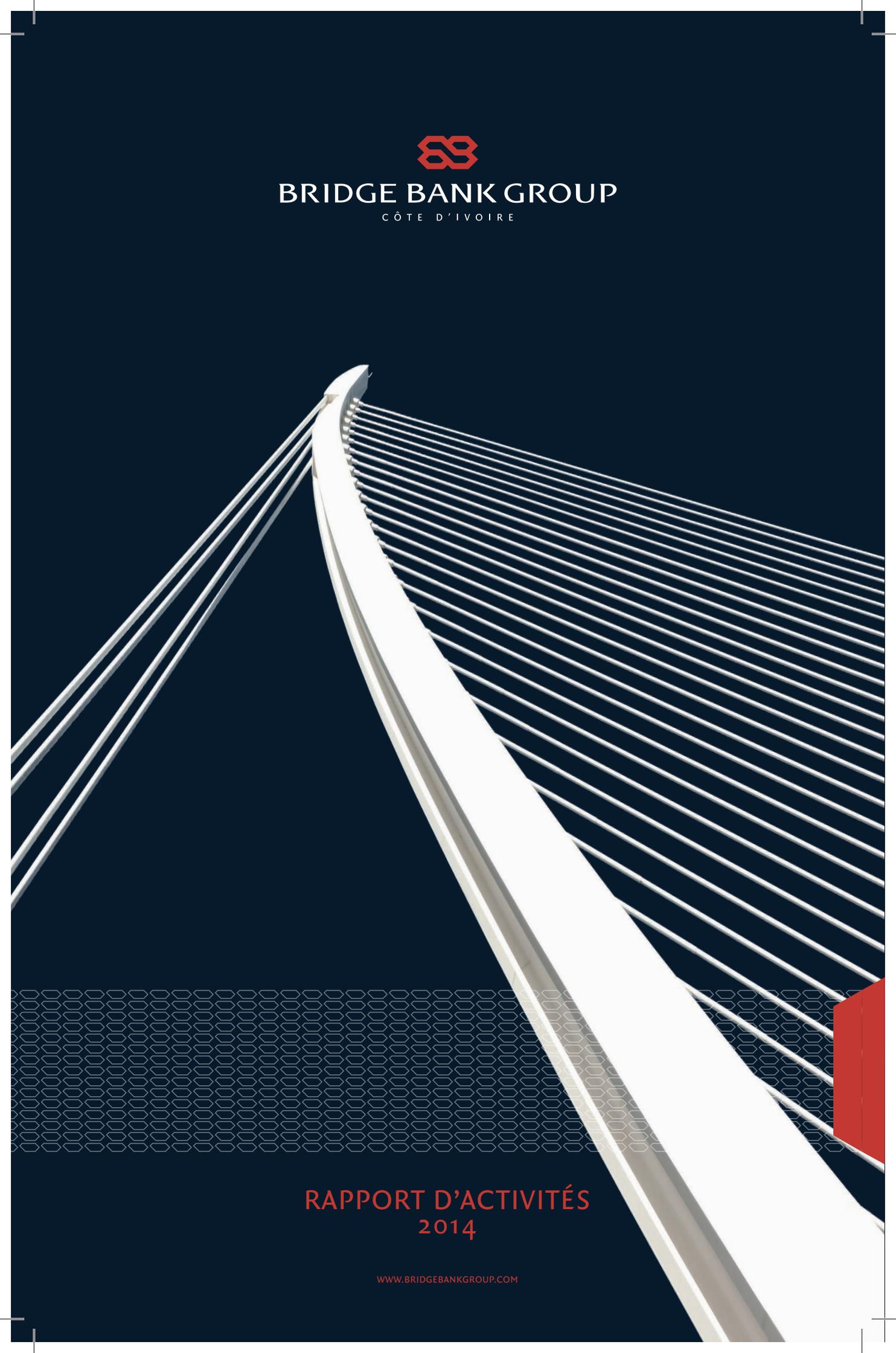




BRIDGE BANK GROUP

CÔTE D'IVOIRE



RAPPORT D'ACTIVITÉS  
2014

[WWW.BRIDGEBANKGROUP.COM](http://WWW.BRIDGEBANKGROUP.COM)



# BRIDGE BANK GROUP

CÔTE D'IVOIRE

A l'instar de sa holding Teyliom, Bridge Bank Group CI amorce un rafraîchissement de son identité visuelle avec pour objectif de véhiculer un positionnement résolument tourné vers l'excellence, la compétence et la créativité.

Cette nouvelle signature visuelle renforce l'élitisme déjà significatif de la banque qui se veut innovante, singulière et compétente pour satisfaire davantage sa clientèle.



## Innovation

pour un cheminement sûr vers nos ambitions partagées.



Proximité et symbiose parfaite entre le client et son banquier.



Distinction, raffinement et singularité.



Technicité, et précision pour répondre au besoin du client.



BRIDGE BANK GROUP  
CÔTE D'IVOIRE

# RAPPORT D'ACTIVITÉS

---

## 2014





<b>1. ACTIONNARIAT, CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ DE DIRECTION</b>	<b>6</b>
1.1. Actionnariat	7
1.2. Conseil d'Administration	8
1.3. Comité de Direction	9
<b>2. MESSAGE DU PRÉSIDENT</b>	<b>10</b>
<b>3. COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2014</b>	<b>12</b>
3.1. Environnement Général et professionnel	13
3.2. Commentaires sur les données financières au 31 décembre 2014	14
<b>4. PRINCIPALES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES</b>	<b>20</b>
<b>5. ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2014</b>	<b>22</b>
5.1. Bilan et hors bilan au 31 décembre 2014	23
5.2. Compte d'exploitation au 31 décembre 2014	26
<b>6. RÉOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 28 AVRIL 2015</b>	<b>28</b>

# 1. ACTIONNARIAT, CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ DE DIRECTION

---

## 1.1. ACTIONNARIAT

Une décennie d'existence après son démarrage d'activité le 14 juin 2006, Bridge Bank Group CI a progressivement pris sa place dans le paysage bancaire ivoirien au sein duquel elle représente désormais un acteur significatif.

Issue d'une initiative privée de Teyliom International dont les ambitions seront plus tard partagées par deux actionnaires institutionnels, la BOAD et CAURIS-CROISSANCE, Bridge Bank Group CI met un point d'honneur à répondre aux exigences d'un marché bancaire en plein essor en déployant progressivement son réseau d'agences.

Tout en poursuivant une politique de gestion rigoureuse, elle veille à maintenir une qualité de service de haut niveau et propose à sa clientèle des solutions innovantes, intégrant les particularités et contraintes de l'environnement économique et s'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information.

Dans la poursuite de sa croissance, Bridge Bank Group CI est amenée à opérer des changements structurels, mis en œuvre de façon régulière et harmonieuse, avec pour principal objectif de se hisser progressivement parmi les banques présentant les meilleurs critères de gestion et de rentabilité.

Elle veille ainsi au strict respect des standards de la profession et des pratiques de bonne gouvernance ; sa gestion rigoureuse du risque garantissant par ailleurs une bonne qualité des portefeuilles et une protection effective des déposants.

Dans un contexte d'amélioration du climat des affaires en Côte d'Ivoire, avec une plus grande attractivité du pays pour les partenaires étrangers, la banque s'appuie sur un réseau de correspondants extérieurs qui lui permet d'accompagner ses clients dans leurs opérations financières internationales.

Au 31 décembre 2014,

Son effectif est composé de 131 personnes (127 CDI et 04 CDD) encadrés par un actionnariat, un Conseil d'Administration et un Comité de Direction ci-après détaillés

### ACTIONNARIAT

BRIDGE GROUP WEST AFRICA (BG WA)	81,2%
CAURIS CROISSANCE	11,8%
BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD)	3,5%
DIVERS ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES	3,5%

## 1.2. CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. AMADOU KOUYATÉ	PRÉSIDENT
BRIDGE GROUP WEST AFRICA représentée par M. JEAN-CHARLES BESSE	ADMINISTRATEUR
BOAD représentée par M. OUMAR TEMBELY	ADMINISTRATEUR
CAURIS CROISSANCE, représentée par M. NOËL YAWO EKLO	ADMINISTRATEUR
M. PAUL DERREUMEAUX	ADMINISTRATEUR
M. YIGO FALY THIAM	ADMINISTRATEUR
M. JEAN-PIERRE CARPENTIER	ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GENERAL
EL HADJ AMADOU GUEYE	ADMINISTRATEUR
M. BIRANE WANE	ADMINISTRATEUR
M. OUMAR SOW	ADMINISTRATEUR
M. HICHEM GHANMI	ADMINISTRATEUR



## 1.3. COMITÉ DE DIRECTION

M. JEAN-PIERRE CARPENTIER	DIRECTEUR GÉNÉRAL
M. OSMANE HAMZA	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
M. THIerno DIARRA	DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION
M. FRANCK-XAVIER N'GUESSAN	DIRECTEUR FINANCIER
M. MOHAMED HAMZA	DIRECTEUR DES OPÉRATIONS ET DE LA TRÉSORERIE
M. RAHOUDA ZOROM	DIRECTEUR RISQUE ET JURIDIQUE
M. PATRICE N'ZI	DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES
M. AZIZ SARR	DIRECTEUR DU RÉSEAU ET DES PARTICULIERS
M. HENRI DATIÉ	DIRECTEUR DES MOYENS ET DU DÉVELOPPEMENT
M. KADER DIALLO	AUDITEUR GÉNÉRAL



## 2. MESSAGE DU PRÉSIDENT

---

2014



## DES PROMESSES TENUES...

L'amélioration continue de l'environnement des affaires et la forte reprise, subséquente, de l'économie ivoirienne ont, encore une fois, permis à BRIDGE BANK GROUP COTE D'IVOIRE de réaliser, au cours de l'exercice 2014, des performances au-delà de nos espérances. Cette régularité, dont fait preuve notre banque depuis quelques années, est d'autant plus exemplaire et réjouissante, que certaines de ses réalisations, notamment en matière de collecte des ressources clientèles et de distribution de crédits, sont largement supérieures à celles du marché bancaire. C'est, donc, sans surprise, que, juste derrière les huit banques à gros réseaux de la place, BRIDGE BANK GROUP COTE D'IVOIRE s'est hissée au 9<sup>ème</sup> rang sur un total de vingt-trois (23) établissements, en seulement huit (08) années de fonctionnement.

Profitant de la bonne performance de l'activité, de la maîtrise des charges d'exploitation et de la gestion rigoureuse des risques, le résultat net de la banque s'est accru de 21.6 %, à F CFA 3 106 millions. Le total bilan, quant à lui, a franchi un nouveau palier, en se situant à F CFA 164 000 millions, soit une progression de plus de 24 % au-dessus des prévisions.

Fort de ces performances remarquables, et dans le double souci :

- **du renforcement, indispensable, des fonds propres de la banque et**
- **de la satisfaction des attentes, légitimes, des Actionnaires,**

le Conseil d'Administration a proposé à l'Assemblée Générale, qui l'a entériné, d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice comme suit :

- Réserve légale	:	<b>F CFA 466 millions ;</b>
- Report à nouveau	:	<b>F CFA 515 millions ;</b>
- Dividendes à distribuer	:	<b>F CFA 2 125 millions.</b>

Après cette répartition du résultat, les Fonds Propres de la banque passent de F CFA 9 046 millions à F CFA 10 027 millions.

Le Conseil d'Administration, tout en renouvelant ses remerciements au management de la banque et à l'ensemble du personnel pour le travail accompli avec professionnalisme et abnégation, les exhorte à davantage d'efforts, car la construction d'une institution bancaire forte est une œuvre de longue haleine qui requiert optimisme, confiance, volontarisme, mobilisation de tous et de chacun.

**M. Amadou KOUYATE**

# 3. COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2014

---

Messieurs,

Le Conseil d'Administration de BRIDGE BANK GROUP CÔTE D'IVOIRE vous a réunis ce jour, en Assemblée Générale Ordinaire conformément à la Loi et aux statuts, pour vous rendre compte de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2014 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels de cet exercice.

Nous vous précisons que les états financiers vous sont présentés selon les mêmes méthodes que celles de l'exercice précédent.

Vous seront successivement présentés :

- Une brève description de l'environnement dans lequel la banque a opéré son activité au cours de l'exercice 2014 ;
- Un examen des comptes de Bilan et de Résultats clos au 31 décembre 2014 ;
- Les perspectives d'évolution de BRIDGE BANK GROUP CÔTE D'IVOIRE.

## 3.1. ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

La situation socio-politique a continué de s'améliorer en 2014, avec une évidente volonté de décrispation de la vie politique.

Au niveau sécuritaire, la situation s'est améliorée de manière très sensible, permettant le retour de l'indice sécuritaire à des normes plus qu'acceptables.

La normalisation de l'environnement économique se poursuit, les différents chantiers de réhabilitation entamés ces trois dernières années sont pour certains achevés ou en voie de l'être alors que de nouvelles infrastructures importantes sont annoncées.

Le retour de la Banque Africaine de Développement (BAD) à Abidjan est à présent effectif avec des retombées positives à plusieurs niveaux de la vie économique

L'environnement favorable des affaires accompagné d'une très forte reprise économique a eu un impact significatif sur le Produit Intérieur Brut (PIB) du pays qui a été maintenu à un niveau élevé en 2014, avec une progression d'environ 9%, après celle de 8 % enregistrée en 2013 et 9.8 % en 2012. Les prévisions de croissance pour l'année 2015 font état à nouveau d'une augmentation du PIB compris entre 8 et 9 %.

L'amélioration de la situation et les perspectives encourageantes ont amené les organismes de notation à améliorer la cotation du pays et d'une manière générale le risque ivoirien est désormais mieux perçu, entraînant une augmentation des investissements étrangers, certaines firmes internationales ayant décidé ou envisagé une implantation dans le pays, parfois même sous forme de structure régionale en vue de leur développement dans la sous-région.

Quelques aspects négatifs subsistent toutefois avec notamment le niveau élevé de paupérisation de la population et un chômage toujours important. D'autre part, les créanciers de l'Etat sont toujours confrontés à des délais et difficultés pour obtenir leurs règlements, même si la situation s'est améliorée sur l'année 2014, en raison des tensions éprouvées régulièrement par la trésorerie publique.

L'évolution favorable de l'environnement économique se ressent sur le secteur bancaire. La progression des ressources de la clientèle sur le marché ivoirien est constante depuis plusieurs années. Sur l'année 2014, la hausse est de FCFA 853 milliards pour porter le niveau des ressources de la place à FCFA 4 867 milliards, soit + 21 % par rapport à fin 2013. Le taux de croissance des ressources clientèle a été de 12 % et 6 % respectivement en 2013 et 2012.

En ce qui concerne les emplois clientèle, l'augmentation globale ressort à FCFA 622 milliards soit un taux de progression similaire à celui des ressources clientèle (21 %). Le taux de réemplois des ressources se situe à 72 %, ce qui dénote d'une relative aisance en termes de liquidité de la place d'Abidjan.

L'essentiel des excédents des ressources clientèle sur les emplois de la même nature est concentré dans les banques à gros réseau (SGBCI ; ECOBANK ; BACI). Une partie non négligeable de cet excédent de liquidité est placée dans des titres d'État (OAT et bons du trésor).

Le nombre de banques s'élève à 23 à fin 2014 après l'annonce de la liquidation de la Banque pour le Financement de l'Agriculture (BFA) intervenue en septembre 2014.

La concentration de l'activité bancaire demeure, avec 82 % des disponibilités du public et 83 % de la distribution des crédits détenus par les mêmes huit premières banques du classement de l'APBEF-CI.

### 3.2. COMMENTAIRES SUR LES DONNÉES FINANCIÈRES AU 31 DÉCEMBRE 2014

La notoriété de BBG CI s'est renforcée en 2014 en raison des bonnes réalisations obtenues dans les principaux critères de performance.

En ce qui concerne l'activité, la banque a franchi au cours de l'année 2014 la barre symbolique des FCFA 100 milliards de ressources clientèle et a gagné une place au classement de l'APBEF-CI en devançant la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et se situe au neuvième rang sur 23 banques.

La progression des ressources clientèle à fin 2014 est de 35.7 %, largement plus importante que celle de la place bancaire de 21 %. Notre part de marché, en prenant le critère des ressources, est à 2.7 % contre 2.3 % à fin 2013.



La croissance des crédits à fin 2014 est de 27.9 %, meilleure que celle du secteur bancaire (21 %).

BBG CI a confirmé et conforté les bonnes réalisations qu'elle avait obtenues au titre de l'exercice précédent.

Il faut observer que nous nous situons sur le segment des PME où les montants unitaires sont plus faibles. Les grandes banques qui ont connu les taux de progression d'emplois les plus forts travaillent pour leur part avec de grandes entreprises bénéficiant de crédits de montant parfois très importants.

Plus encore qu'en 2013, BBG CI a gagné en stabilité en atteignant une taille significative qui modifie ses conditions d'exercice dans différents domaines tels que la trésorerie, la capacité d'intervention envers la clientèle, la composition de sa rentabilité....

Cette phase a été mise à profit pour aménager sa stratégie et son organisation en fonction des nouvelles données d'exploitation observées ou prévisibles.

On observe avec intérêt que les agences ont obtenu des résultats satisfaisants, en particulier dans la collecte des ressources avec des niveaux de dépôts supérieurs à leurs objectifs budgétaires. Mais nous avons décidé d'impliquer également nos agences dans la distribution des crédits en opérant une nouvelle répartition de la clientèle et modifiant notre organisation en conséquence.

Nous avons maintenu notre vigilance pour conserver une qualité de risque indispensable à la bonne maîtrise de notre croissance.

La structure de recouvrement mise en place au cours de l'année 2012 a montré son efficacité, en même temps qu'elle a contribué à sensibiliser les équipes commerciales au problème de la maîtrise du risque dans la gestion des dossiers de la clientèle.

Au 31 décembre 2014, la banque compte un total de 4 016 clients, soit 812 de plus qu'en fin 2013 dont 540 pour les particuliers.

L'effet de plein exercice des agences Latrille et Adjamé ouvertes en fin 2013, auquel s'est rajoutée la mise en service de l'agence Riviera 3, a contribué à l'évolution favorable du nombre de clients particuliers.

Le dépôt moyen par client particulier au 31 décembre 2014 est de FCFA 11, 600 millions.

## RAPPORT D'ACTIVITÉS

2014

Dans le domaine de l'Investment Banking, les activités sont restées modestes tout en étant plus rémunératrices que l'exercice précédent. Elles ont avant tout servi d'appoint à l'activité « Core Business ». A ce titre nous avons réalisé une transaction de rachat de créances.

L'encours des titres de placement à fin 2014 est de FCFA 25 150 millions, soit quasiment le même niveau que fin 2013.

La trésorerie de la banque est restée largement excédentaire durant toute l'année et a donc donné lieu à un recours très limité au refinancement. Cette aisance de trésorerie nous a permis de réaliser de substantielles économies en intérêts.

Nous avons bien-sûr respecté aisément le niveau de réserves obligatoires imposé et d'une manière générale respecté l'intégralité du dispositif prudentiel.

L'effectif au 31 décembre 2014 était de 131 personnes.

Au 31 décembre 2014, le total du bilan de la banque atteint FCFA 164 milliards contre FCFA 119 milliards en 2013.

Nous enregistrons une progression très importante des ressources collectées auprès de la clientèle, avec un volume global de FCFA 129 567 millions, soit + 35.7 % par rapport à fin 2013.

La comparaison des dépôts moyens de la clientèle confirme ce constat. Ceux-ci s'élèvent à FCFA 129 milliards en 2014 pour FCFA 81 milliards en 2013, soit +60%.

Toutes les catégories de ressources clientèle s'inscrivent en hausse. La plus importante s'observe sur les dépôts à vue. Ils ont progressé de 62.9 % entre fin 2013 et fin 2014. Les comptes d'épargne, dont l'évolution a connu un ralentissement en 2013, se sont comportés de manière satisfaisante avec une réalisation de 6.1 % au-delà du budget. Les comptes à terme n'ont que légèrement progressé (+3 %). L'existant a été entretenu, dans un contexte où le niveau de captation des ressources à vue non rémunérées ou faiblement rémunérées s'est situé au-delà de nos attentes.

La rubrique relative aux autres dépôts a connu une progression satisfaisante de +15.2 % par rapport à 2013. La très bonne tenue de ce poste résulte principalement du niveau d'activité de la banque en matière d'opérations avec la clientèle assorties de constitution de dépôts et notamment pour les crédits par signature.

<b>ÉVOLUTION DES RESSOURCES DE LA CLIENTÈLE EN %</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
DÉPOTS À VUE	60	50
COMPTES D'ÉPARGNE	5	5
DÉPOTS À TERME	27	36
DÉPOSITS	8	9
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>



L'importance des dépôts à terme dans le total des ressources continue de se réduire au profit des comptes dépôts à vue. Ceci est notamment la conséquence du développement du réseau d'agences et dans une moindre mesure de la baisse de la rémunération offerte aux comptes à terme.

La progression des dépôts collectés ayant été plus rapide que celle des financements accordés à la clientèle, le recours aux ressources de trésorerie s'en est trouvé naturellement limité tout le long de l'année sauf sur les tous derniers jours de l'exercice. Globalement, les ressources de trésorerie s'élèvent à fin 2014 à FCFA 15 697 millions soit un peu moins de 10 % du total bilan.

Le total des crédits à la clientèle se situe à FCFA 85 176 millions au 31 décembre 2014, en progression de 27.9 % par rapport à la fin de l'année.

Les crédits de campagne ont fortement progressé sur l'exercice 2014 en passant de FCFA 2 797 millions à FCFA 5 091 millions en 2014, soit une évolution favorable de 82 % en raison d'une plus grande implication dans le financement des campagnes cacao et anacarde avec un nombre restreint de contreparties.

Après un léger repli enregistré en 2013, l'escompte de papier commercial a repris sa progression pour se situer à FCFA 16 014 millions, soit +31 % par rapport à fin 2013. Notre politique en matière de mobilisation de papier commercial demeure toujours agressive.

Les comptes débiteurs ont légèrement progressé par rapport à 2013 en atteignant FCFA 23 852 millions.

Les crédits à court terme ont connu une importante évolution favorable avec des réalisations de +43.1 % par rapport à 2013 (+ FCFA 5.8 milliards).

Les crédits à moyen terme (CMT) ont connu eux aussi une progression importante de FCFA 3 776 millions, soit +22.8 % par rapport à 2013.

Les créances douteuses nettes se situent à FCFA 526 millions. Le risque net est cependant moins important compte tenu des garanties réelles détenues sur certaines de ces créances.

Les emplois de trésorerie demeurent importants dans la mesure où ils sont en grande partie constitués par des Bons et Titres d'Etat (et accessoirement de la BOAD). Les titres sur le Trésor Public ivoirien ont connu des remboursements réguliers au cours de l'année 2014 conformément au calendrier prévu à cet effet.

En définitive, le total des produits en intérêts s'élève à FCFA 10 062 millions en hausse de 16.2% par rapport à 2013.

Les commissions et revenus divers sont en progression de +34.6% par rapport à 2013 en passant de FCFA 3 282 millions à FCFA 4 417 millions en 2014.

Toutes les rubriques ont connu une progression et notamment les commissions sur engagements par signature et les commissions sur les opérations en devises.

Les concours par signature sont toujours essentiellement constitués par les cautionnements et garanties diverses émises pour le compte de la clientèle, pour lesquels la demande est la plus forte et le niveau de risque plus faible ou tout au moins plus facile à circonscrire et à maîtriser. Cette catégorie représentant 92 % de l'ensemble au 31 décembre 2014. On observe toutefois la bonne tenue des crédits documentaires qui ont progressé de 21.8 % en 2014. Les ouvertures de lettres de crédits ont essentiellement concerné des importations de véhicules et de matériels entrant dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure.

Les engagements par signature ont engendré FCFA 1 108 millions de commissions, soit +68.4 % par rapport au réalisé de 2013.

Les commissions sur opérations en devises ont également connu une évolution de + 10.6% par rapport à l'exercice précédent en raison notamment d'un volume de transferts émis sur l'exercice sous revue de FCFA 111 milliards contre FCFA 97 milliards en 2013.

Les commissions sur compte demeurent le revenu le plus important de cette catégorie et enregistrent une progression de 26.4 % par rapport à fin 2013.

Les revenus générés par WESTERN UNION ont repris leur progression après deux années en régression, les réalisations à FCFA 96.7 millions sont supérieures de 40.4 % à celles de 2013.

Les produits net d'investissement banking se situent à FCFA 140 millions et résultent de diverses commissions et plus-values constatées.

Les commissions représentent en 2014 31 % de l'ensemble des revenus de la banque, soit une progression importante par rapport à 2013 où elles ne représentaient encore que 27.5 % des revenus. Depuis quatre exercices, leur progression est assise sur des activités constitutives de notre « Core Business » et présente en conséquence une bien meilleure stabilité.

En 2014, les commissions ont permis de couvrir 71% des charges de personnel et autres frais généraux.

Le Produit Net Bancaire (PNB) de l'exercice 2014 s'élève à FCFA 11 596 millions, en progression de 25,5%.

L'évolution des coûts d'exploitation a été maîtrisée.

Les frais de personnel s'élèvent à FCFA 3 295 millions, en augmentation de 25.7% par rapport à 2013. Cette augmentation est conforme à l'accroissement des effectifs consécutivement à la hausse significative de l'activité.

Les dépenses de l'année relatives aux autres frais généraux s'élèvent à FCFA 2 878 millions en croissance de 9,8% par rapport à l'exercice précédent.



Les amortissements de l'exercice s'élèvent à FCFA 855 millions, en lien avec le niveau des investissements.

Le coefficient d'exploitation (total des frais de fonctionnement et des amortissements rapporté au PNB) de l'exercice ressort à 61%, en amélioration par rapport à 2013.

La dotation aux provisions pour créances douteuses s'élève à FCFA 1 063 millions pour l'exercice et représente 9.2% du Produit Net Bancaire. La comparaison par rapport à l'année dernière met en évidence une hausse de 60.7% en phase avec notre volonté permanente d'appliquer au mieux les exigences règlementaires en matière de déclasserment et de provisionnement des créances en souffrance.

Ces différents paramètres engendrent un résultat bénéficiaire avant impôt de FCFA 3 372 millions, en augmentation de 31% par rapport à l'exercice 2013.

L'imposition de ce résultat se limite à FCFA 266 millions, grâce à l'utilisation du reliquat des amortissements différés.

En conséquence le bénéfice net après impôt de l'exercice 2014 s'élève à FCFA 3 106 millions.

# 4. PRINCIPALES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

---

2014

Le bilan et le compte de résultat de la Bridge Bank Group CI ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire (PCB) applicable aux banques et établissements financiers des pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) qui est entré en vigueur depuis le 1er janvier 1996, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire en Côte d'Ivoire.

#### **COMPTABILISATION DES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES**

Les intérêts et charges assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru prorata temporis. Les commissions correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.

#### **OPÉRATIONS EN DEVISES**

Les positions de change sont évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Tous les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères et figurant au bilan sont donc évalués aux cours de change officiels en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de change latents ou définitifs sont constatés à la fin de chaque période au compte de résultat en contrepartie des comptes de contre-valeur de position de change.

#### **CRÉDITS À LA CLIENTÈLE**

Les crédits à la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les banques et établissements financiers et sont ventilés en fonction de leur nature et de leur échéance conformément aux instructions du Plan Comptable Bancaire (PCB). Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les crédits pour lesquels la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements, donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions pour créances douteuses appréciées par dossier et compte tenu des garanties détenues. La Banque applique notamment les dispositions de l'instruction n° 94-05 (remaniées le 5 janvier 2000) du PCB, relative à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance.

#### **INDEMNITÉS DE DÉPART À LA RETRAITE**

Les engagements de la BBG CI vis-à-vis de ses salariés au titre des indemnités de départ à la retraite, résultant des dispositions de la convention collective interprofessionnelle de Côte d'Ivoire, ne sont constatés en charge qu'au moment du départ à la retraite des agents concernés.

La provision pour indemnités de départ à la retraite n'est donc pas intégralement retranscrite en comptabilité.

Le passif social de la Banque, évalué selon la méthode actuarielle conformément à la norme IAS 19, s'élève à FCFA 72 millions au 31 décembre 2014.

# 5. ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2014

---

2014

## 5.1. BILAN & HORS-BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014

### BILAN

DATE D'ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2014  
(en million de FCFA)

ACTIF	MONTANTS NETS	
	Exercice N-1	Exercice N
CAISSE	1 743	3 006
CRÉANCES INTERBANCAIRES	14 384	37 540
* À vue	7 820	14 547
- Banques Centrales	6 972	13 516
- Trésor Public	0	0
- Autres établissements de crédit	847	1 031
* À terme	6 564	22 994
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	66 593	85 176
* Portefeuille d'effets commerciaux	12 220	16 014
- Crédits de campagne	0	0
- Crédits ordinaires	12 220	16 014
* Autres concours à la clientèle	33 097	45 310
- Crédits de campagne	2 797	5 091
- Crédits ordinaires	30 300	40 219
* Comptes ordinaires débiteurs	21 276	23 852
* Affacturage	0	0
TITRES DE PLACEMENT	25 475	25 150
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	181	298
CRÉDIT-BAIL	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	168	373
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 453	3 299
ACTIONNAIRES OU ASSOCIÉS	0	0
AUTRES ACTIFS	7 247	7 436
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	824	1 339
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>119 068</b>	<b>163 617</b>

## RAPPORT D'ACTIVITÉS

2014

### BILAN

DATE D'ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2014  
(en million de FCFA)

PASSIF	MONTANTS NETS	
	Exercice N-1	Exercice N
DETTES INTERBANCAIRES	6109	15697
* À vue	109	12
* Trésor Public, CCP	0	0
* Autres établissements de crédit	109	12
* À terme	6000	15685
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	95456	129567
* Comptes d'épargne à vue	4600	6321
* Comptes d'épargne à terme	0	0
* Bons de caisse	0	0
* Autres dettes à vue	51291	80309
* Autres dettes à terme	39565	42937
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	0	0
AUTRES PASSIFS	5 217	4 600
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	875	808
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	38	41
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	0
COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES	0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	626	751
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	0	0
RÉSERVES	0	383
ÉCART DE REÉVALUATION	0	0
CAPITAL	8 500	8 500
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-308	163
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	2 555	3 106
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>119 068</b>	<b>163 617</b>

**BILAN**

DATE D'ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2014  
(en million de FCFA)

HORS BILAN	MONTANTS NETS	
	Exercice N-1	Exercice N
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2425	2954
* En faveur d'établissements de crédit	0	0
* En faveur de la clientèle	2425	2954
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	28179	34057
* D'ordre d'établissements de crédit	0	0
* D'ordre de la clientèle	28179	34057
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
* Reçus d'établissements de crédit	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	69669	93502
* Reçus d'établissements de crédit	4668	4366
* Reçus de la clientèle	65 001	89136
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

## 5.2. COMPTE D'EXPLOITATION AU 31 DÉCEMBRE 2014

### COMPTE DE RÉSULTAT

DATE D'ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2014

(en million de FCFA)

CHARGES	MONTANTS NETS	
	Exercice N-1	Exercice N
INTERÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	2698	2883
* Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	455	103
* Intérêts et charges assimilées sur dettes à la clientèle	2 243	2780
* Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	0	0
* Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0
* Autres intérêts et charges assimilées	0	0
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILÉES	0	0
COMMISSIONS	271	355
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	1	2
* Charges sur titres de placement	0	0
* Charges sur opérations de change	1	2
* Charges sur opérations de hors bilan	0	0
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	11	19
ACHATS DE MARCHANDISES	0	0
STOCKS VENDUS	0	0
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	5242	6173
* Frais de personnel	2 398	2 997
* Autres frais généraux	2 844	3 176
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	640	855
SOLDE EN PERTE DE CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	673	1 066
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	70	135
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4	7
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	46	0
IMPÔT SUR LE BÉNÉFICE	17	266
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	2 555	3 106
<b>TOTAL</b>	<b>12 227</b>	<b>14 866</b>

**COMPTE DE RÉSULTAT**

DATE D'ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2014

(en million de FCFA)

PRODUITS	MONTANTS NETS	
	Exercice N-1	Exercice N
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	7 179	9 022
* Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	183	672
* Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	6 996	8 350
* Produits et profits sur prêts et titres émis subordonnés	0	0
* Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
* Autres intérêts et produits assimilés	0	0
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	0	0
COMMISSIONS	2 520	3 123
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	2 364	2 509
* Produits sur titres de placement	1 476	1 112
* Dividendes et produits assimilés	0	0
* Produits sur opérations de change	270	342
* Produits sur opérations de hors bilan	618	1 055
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	92	121
MARGES COMMERCIALES	0	0
VENTES DE MARCHANDISES	0	0
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	68	81
REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
SOLDE EN CORRECTION DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	0	0
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	0	0
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1	4
PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	2	6
PERTE DE L'EXERCICE	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>12 227</b>	<b>14 866</b>

## 6. RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 28 AVRIL 2015

---

## 5.1. PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire , après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société durant l'exercice clos le 31 décembre 2014, et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice, approuve les comptes dudit exercice tels que présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

## 5.2. DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme du Traité OHADA relatif aux sociétés commerciales et G.I.E., approuve lesdites conventions.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

## 5.3. TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, approuvant la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice 2014, qui s'élève à la somme de **FCFA 3 106 188 785** comme suit :

- Affectation à la réserve légale : FCFA 465 928 318
- Affectation au report à nouveau : FCFA 515 260 467
- Dividendes à distribuer aux actionnaires : FCFA 2 125 000 000

A l'issue de cette affectation, le compte de « Report à nouveau » sera créditeur de FCFA 678 288 209.

Les fonds propres après cette affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2014, s'élèveront à **FCFA 10 027 424 574 FCFA.**

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

### 5.4. QUATRIÈME RÉOLUTION

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs et aux commissaires aux comptes de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

### 5.4. CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, décide de renouveler le mandat du commissaire aux comptes suppléant le Cabinet ERNST&YOUNG ; le Cabinet UNICONSEIL, représenté par M. TIEMELE YAO DJUE, Expert-Comptable, domicilié à Abidjan-Plateau, tour BIAO 8ème étage, avenue Lamblin, de nationalité ivoirienne.

Le mandat du commissaire aux comptes Suppléant se terminera à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

### 5.6. SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à **FCFA 95 458 840** le montant global des indemnités de fonction allouées aux Administrateurs au titre de l'exercice 2015 conformément aux dispositions de l'article dix-huit (18) des statuts de la société.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

### 5.7. SEPTIÈME RÉOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**





BRIDGE BANK GROUP

CÔTE D'IVOIRE

